



HAL
open science

Pierre Dauplé : témoignage

Denis Poupardin, Pierre Dauplé

► **To cite this version:**

Denis Poupardin, Pierre Dauplé. Pierre Dauplé : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 4, Editions INRA, 223 p., 2000, Archorales, 2-7380-0920-4. hal-02837362

HAL Id: hal-02837362

<https://hal.inrae.fr/hal-02837362>

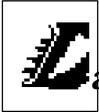
Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Mauplé Pierre, Avignon, le 25 Février 1997

P.D. — Je suis né le 18 Août 1925, à Niort, dans les Deux-Sèvres. Mes grands-parents étaient propriétaires terriens en Touraine et vivaient de leurs rentes. Quand il avait à faire face à des besoins d'argent, mon grand-père n'hésitait pas à écorner son patrimoine foncier. Si bien qu'à son décès, mon père n'a hérité que d'une vingtaine d'hectares de terrains pauvres et mal placés. Ayant fait l'école de Grignon, il s'était installé dans les Deux-Sèvres et avait participé, en tant que représentant d'Alpha-Laval, à la création et à l'équipement des laiteries coopératives dans cette région.

Pour ma part, j'ai fait ma scolarité à Niort et au collège Sainte-Barbe, à Paris. J'ai été admis finalement à l'École Nationale d'Horticulture de Versailles, en 1944, mais n'y ai suivi les cours qu'à partir de 1947. Entre-temps, je suis parti à l'armée, d'abord en France, puis en Indochine.

D.P. — **Comment s'est passé votre retour en France ? Avez-vous eu, à Versailles, des professeurs dont l'influence a joué un rôle sur la suite de votre carrière ?**

P.D. — Les professeurs qui m'ont le plus marqué à cette époque, ont été, sans conteste, Pierre Limasset, Hermon Darpoux et Raymond Chaminade. Travaillant à l'INRA, ils introduisaient, en effet, dans leurs cours, les acquis les plus récents de la recherche.

A ma sortie de l'École, en Septembre 1950, j'ai trouvé un poste d'inspecteur de l'horticulture au Maroc. Fonctionnaire du Protectorat, j'ai passé une année à Rabat, avant d'être affecté à Casablanca pour m'occuper des cultures maraîchères de toute la région côtière, de Rabat jusqu'à Safi. Mon travail consistait à faire des visites chez les producteurs français ou marocains pour améliorer les techniques qu'ils mettaient en œuvre, à partir des résultats obtenus dans une station expérimentale proche de Casablanca, celle de Dar-Bouazza. Quand l'indépendance est arrivée, je suis resté au Maroc, comme coopérant jusqu'en 1967. Tout en continuant mon travail d'assistance technique auprès des agriculteurs, j'ai assuré, durant toute cette période, la direction de la station expérimentale de Dar-Bouazza. L'année 1963 a vu la création à Rabat de l'INRA-Maroc. J'ai été nommé, alors, chef du Centre Régional de la Recherche Agronomique, à Casablanca, ce qui a élargi le champ de mes activités vers des régions plus intérieures et vers l'arboriculture.

D.P. — **Quels étaient les rapports qui existaient, au début des années soixante, entre l'INRA du Maroc (INRAM) et l'INRA français ?**

P.D. — L'INRA-Maroc avait été créé à l'image de l'INRA-France, mais avec des objectifs moins ambitieux. Ses activités étaient centrées sur l'expérimentation et sur la vulgarisation dans la mesure où il y avait peu d'organismes de développement, dans le secteur des productions fruitières et maraîchères. La recherche agronomique marocaine entretenait des relations avec son homologue français pour avoir accès à des informations dont elle ne disposait pas.

D.P. — **Avez-vous fait au Maroc la connaissance de collègues que vous avez revus, par la suite en France ?**

P.D. — Oui. J'ai eu l'occasion, en effet, de recevoir à Casablanca des chercheurs en mission, comme Pierre Pécaut et Charles-Marie Messiaen. J'entretenais des relations avec d'autres chercheurs de l'INRA. Je travaillais alors sur les légumes de primeurs (tomates, pommes de terre, haricots, aubergines et poivrons) qui constituaient la vocation de la zone littorale et sur les agrumes dans les régions plus éloignées des côtes.

D.P. — Votre travail était-il davantage celui d'un améliorateur de plantes ou d'un pathologiste ?

P.D. — Il s'agissait d'un travail d'expérimentation très général qui pouvait porter indifféremment sur des problèmes variétaux, des problèmes de pathologie, des problèmes techniques touchant à la préparation des sols. Il n'y avait pas alors, au Maroc, le découpage disciplinaire qui existait en France, hormis dans quelques laboratoires spécialisés à Rabat. La pluridisciplinarité était acquise d'emblée.

D.P. — Y a-t-il eu beaucoup de chercheurs d'origine métropolitaine qui sont revenus, comme vous, s'établir en France ?

P.D. — Le rapatriement n'a concerné que quelques scientifiques qui se trouvaient à Rabat (comme Rieuf qui est revenu en pathologie à Avignon) et les coopérants du Ministère français de l'agriculture. En 1967, je n'ai pas renouvelé mon contrat avec le Maroc. En utilisant une recommandation de P. Pécaut, je suis allé à Versailles voir Robert Mayer qui dirigeait alors la Station d'Amélioration des plantes et qui m'a proposé un poste à la station nouvelle de Fréjus. L'affaire n'ayant pas eu de suite, je suis allé voir Jean Rebuschung qui m'a recruté comme ingénieur pour créer un domaine expérimental à Alénia, dans les Pyrénées-Orientales. Mais, avant de m'y installer, il m'a demandé, pour me mettre au courant du travail que j'aurais à y faire, d'aller faire un an de stage avec Robert Brun qui était le directeur du Service d'Expérimentation et d'Information (SEI), à Avignon.

D.P. — Le travail qui était confié au SEI n'était-il pas très semblable à celui que vous aviez effectué précédemment ?

P.D. — Oui, quoique plus "pointu". Comme le Centre de recherches agronomiques de Casablanca comportait près de 200 agents, j'ai passé beaucoup de temps à des tâches administratives (gestion des budgets et des personnels), laissant un peu en friche mes connaissances techniques. Mon retour à Avignon m'a permis de me remettre à niveau. Il y avait un fossé, en effet, entre les techniques qui se développaient alors en France et celles qui étaient mises en œuvre au Maroc. Mais, au bout de 6 mois de stage, R. Brun m'a demandé de permuer, lui allant à Alénia et moi restant à Avignon. Je lui ai fait part finalement de mon accord.

D.P. — Dans quel corps aviez-vous été recruté ?

P.D. — J'étais fonctionnaire du Ministère de l'Agriculture, détaché auprès de l'INRA comme ingénieur 3A. Je n'ai intégré les cadres de l'INRA que quand celui-ci a été fonctionnarisé, dans les années 1983.

D.P. — Pourriez-vous parler du SEI qui depuis a disparu. Quelles étaient les unités qui le composaient ? Quelles étaient ses missions et particulièrement celles de l'unité dans laquelle vous aviez été affecté ?

P.D. — Edgar Pisani avait eu l'idée, dans les années soixante, de regrouper au sein de la SARV (Section d'Application de la Recherche à la Vulgarisation) un certain nombre de services du Ministère de l'Agriculture et de l'INRA pour développer les relations avec les milieux professionnels. Mais cette SARV a éclaté, en 1962, pour donner naissance au Centre National du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (Cemagref), qui est resté au Ministère de l'agriculture, et au SEI, avec J. Rebuschung comme patron. Quand je suis arrivé à Avignon, en Septembre 1967, l'ère du SEI avait déjà commencé. Les agents qui y travaillaient étaient des personnels INRA ou détachés par le Ministère (1). A la différence de leurs collègues du Cemagref plus tournés sur les aspects liés au machinisme ou sur l'étude des questions économiques, ces agents étaient chargés d'étudier plus particulièrement les problèmes de production proprement dite. L'unité d'Avignon dans laquelle j'avais été recruté comme ingénieur 3A faisait partie du SEI (placé sous la responsabilité de J. Rebuschung), au même titre que celles de Saint-Pol-de-Léon, de Marcenat, de Mirecourt, de Gotheron, de la Minière et de Versailles.

Il y a eu pendant un temps un peu de flottement dans la gestion de l'unité d'Avignon (la section qui devait éclater ayant finalement été maintenue). Après le départ de R. Brun à Alénya et de son remplaçant à Saint-Marcel-les-Valence, j'en suis devenu assez vite le directeur, responsabilité que j'ai conservée jusqu'à mon départ à la retraite.

L'unité a migré sur le Centre d'Avignon à trois reprises. Au départ, elle était installée dans les bâtiments où se trouvent présentement les Services Généraux. Elle a déménagé, dans les années 78, au rez-de-chaussée du bâtiment où se trouve actuellement la phytopharmacie. Le Centre s'étant par la suite agrandi, elle a migré, dix ans plus tard, dans les bâtiments d'une ancienne ferme qu'elle a partagés pendant un temps avec l'unité d'écodéveloppement. C'est l'époque à laquelle le SEI a éclaté pour former le département "*Systèmes Agraires et Développement*" (SAD) et le "*Service de recherches intégrées sur les productions végétales et la protection des plantes*" (SRIV). Nous aurions préféré être plutôt rattachés au SAD, mais la Direction générale de l'INRA n'a pas voulu tenir compte de nos souhaits et nous a affectés d'autorité au SRIV.

D.P. — Quelles étaient, dans les années soixante, les missions qui étaient assignées à votre unité au sein du SEI ?

P.D. — Nous étions chargés de faire connaître aux professionnels les activités du Centre qui s'était spécialisé dans la production des légumes (2) et de réaliser des expérimentations, à partir des acquis de la recherche. Nous avons le devoir, par ailleurs, de nous mettre à l'écoute des producteurs et d'identifier les problèmes auxquels ils étaient confrontés et de les porter à la connaissance des chercheurs.

D.P. — N'existait-il pas déjà des instituts techniques comme l'INVUFLEC (3) ou le CTIFL (4) pour effectuer ce travail ?

P.D. — Le CTIFL existait déjà, mais n'était pas représenté dans la région. Il n'y avait que l'INVUFLEC qui y était présent. Mais comme cet organisme n'était guère important, il ne faisait pas double emploi avec notre unité. Des réunions de concertation étaient organisées au cours desquelles les uns et les autres se répartissaient au mieux les travaux qu'il y avait à faire. Nous avons eu la chance d'avoir à la tête de l'INVUFLEC, puis à celle du CTIFL, des gens que nous estimions et connaissions bien, en particulier Henri Zuang qui savait remarquablement organiser des débats et animer des réunions. Celui-ci avait eu l'idée de constituer, dans la région, des groupes de travail thématiques (sur le melon, la tomate ou la préparation des sols) dans lesquels se retrouvaient, à intervalles réguliers, des agents du SEI et de l'INVUFLEC et les personnes les plus impliquées dans des actions de développement. Nous présentions, à cette occasion, les résultats des expérimentations qui avaient été obtenus l'année précédente et nous élaborions un programme d'activités pour les années à venir, chaque organisme tenant compte des directions dans lesquelles les autres s'étaient déjà engagés. Comme l'unité du SEI d'Avignon n'avait pas de domaine en propre, il était contraint de procéder à ses expérimentations chez des producteurs en milieu agricole.

D.P. — Cette façon de travailler était donc radicalement différente de celle à laquelle avaient recours les autres unités de recherche. Quels types de rapports entreteniez-vous avec les collaborateurs que vous trouviez sur le terrain ?

P.D. — Ils mettaient à notre disposition une partie de leurs champs pour procéder à nos essais. Ils assuraient leur entretien. Il nous incombait de réaliser les récoltes de façon à pouvoir effectuer nos pesées et nos observations. Nous nous rendions régulièrement chez eux quand il y avait des mensurations ou des comparaisons à faire. Nous leur versions, à la fin de la saison, une indemnité, mais celle-ci était plus symbolique que réelle.

Pour repérer les agriculteurs qui allaient nous prêter leur concours (une quinzaine en moyenne par an), nous passions le plus souvent par les groupements de producteurs ou les CETA (Centres d'Études Techniques Agricoles). Nous faisons appel également aux agents du développement qui travaillaient dans les Chambres d'agriculture pour trouver des collaborateurs favorables aux expérimentations et

avec lesquels nous pouvions facilement nous entendre. Moyennant quoi, nous avons pu entrer en contact avec d'excellents expérimentateurs qui nous ont rendu de grands services en attirant notre attention, grâce à l'habitude et aux connaissances qu'ils avaient de leurs propres cultures, sur des points qui auraient peut-être échappé à notre attention.

D.P. — Quelles étaient les autres personnes qui faisaient partie de votre unité. D'où venaient-elles ? Comment avaient-elles été recrutées ?

P.D. — Les personnes qui faisaient partie de mon service venaient du Ministère de l'Agriculture, comme Robert Brun ou Pierre Vergniaud, ou avaient été recrutées directement au moment de la création de la SARV ou localement par le SEI. Les techniciens étaient souvent des fils d'agriculteurs qui renforçaient, par leurs connaissances approfondies, notre insertion dans le milieu. L'un d'eux, particulièrement remarquable qui avait été recruté en 4B, est devenu plus tard ingénieur d'expérimentation dans l'unité de pathologie.

D.P. — Les expérimentations auxquelles procédait votre unité se sont-elles, au cours du temps, étendues et diversifiées ?

P.D. — Elles concernaient environ une quinzaine d'agriculteurs par an. Les activités de l'unité d'Avignon sont restées longtemps limitées à la production de légumes de plein champ à vocation industrielle ou destinés au marché de frais. Elles se sont développées avec l'apparition et le développement des serres. Comme la station d'Alénia dans laquelle s'était rendu R. Brun s'occupait aussi de légumes, un partage des responsabilités a été opéré : R. Brun a pris en charge tout ce qui était serres et abris et nous n'avons gardé à Avignon que ce qui avait trait aux chenilles (les petits tunnels en plastique) et le paillage (le film de plastique posé à même le sol). Nous conservions toujours dans nos attributions la recherche de nouvelles variétés, la mise au point de techniques de palissage et d'arrosage ... En liaison avec l'unité de pathologie et pour répondre à un certain nombre de besoins des producteurs maraîchers sous abri, nous avons initié et développé, par ailleurs, le greffage des plantes maraîchères.

D.P. — N'étiez-vous pas un peu coincés entre les producteurs maraîchers et les unités de recherche dont les objectifs n'étaient pas toujours convergents ? Comment faisiez-vous pour arriver à concilier les attentes des uns et des autres ?

P.D. — Nous parlions avec les chercheurs des points qui étaient susceptibles de les intéresser et nous les incitions à travailler ensemble sur ceux qui avaient été signalés à notre attention. Les choses se passaient bien. Nous n'avons jamais rencontré de difficultés à réaliser nos essais, en liaison avec les stations. Les expérimentations auxquelles nous procédions étaient en général assez simples à mettre en place et nous faisons appel aux chercheurs quand nous nous heurtions à des problèmes que nous ne savions pas résoudre ou quand ceux-ci souhaitaient développer l'étude de certains points particuliers. Quand Jean Marrou a mis au point les techniques de prémunition (5) de la tomate contre le virus de la mosaïque, il est venu nous trouver pour nous demander de bien vouloir voir si elles pourraient être adoptées par le milieu agricole, sans susciter de levées de boucliers. D'où les premières expérimentations que nous avons réalisées en ce domaine. Quand les procédés ont bien été mis au point, les opérations de développement ont été confiées au CTIFL et aux techniciens du terrain.

D.P. — Si je comprends bien, votre action s'insérait dans une chaîne d'expérimentations plus large, impliquant des partenaires différents. Il y avait, en premier lieu, celles qui étaient réalisées par les chercheurs de l'INRA dans leurs propres domaines, en second lieu, celles qui étaient effectuées, à titre pilote, par l'unité du SEI sur les terrains de quelques agriculteurs judicieusement choisis et, enfin, celles qui étaient conduites, à plus grande échelle, par des instituts techniques ou par les organismes chargés du développement.

P.D. — Quand les unités de recherche avaient obtenu des résultats qui leur paraissaient diffusables, elles nous demandaient de venir les voir et de prendre connaissance de leurs travaux. S'ils répondaient à des problèmes particuliers que se posaient vraiment les agriculteurs, nous décidions de mettre en place une expérimentation et cherchions un producteur pour la réaliser.

D.P. — **Y a-t-il eu des unités de recherche avec lesquelles vous avez été conduit plus particulièrement à travailler ?**

P.D. — Nous avons travaillé beaucoup avec les stations d'amélioration des plantes (P. Pécaut) et de pathologie (C. M. Messiaen, puis J. Marrou), mais aussi avec les stations d'agronomie (Pierre Gouny), de bioclimatologie (Jacques Damagnez), de zoologie (Michel Féron) et de phytopharmacie (Louis de Cormis) pour des tests de substances antiparasitaires. Nos collaborations ne se limitaient pas toutefois aux seules unités de recherche d'Avignon : nous avons eu aussi beaucoup d'échanges avec la station d'amélioration de Versailles, notamment avec Mme Lucette Corriols pour les asperges et avec Hubert Bannerot qui travaillait sur les laitues et qui, quand il avait obtenu de nouvelles variétés, nous demandait de les tester (6).

D.P. — **Quelles sont les expérimentations qui vous ont donné le plus de satisfactions ?**

P.D. — Si l'on parle des réussites, il y a eu tout d'abord la mise au point des techniques d'utilisation des petits tunnels. Il y avait, en effet, dans ces milieux clos, beaucoup d'accidents provoqués par le manque de communication entre les atmosphères interne et externe au tunnel. Nous avons eu l'idée d'effectuer des perforations dans le tunnel, mais il s'agissait de savoir comment et où les faire. Nous avons demandé aux bioclimatologues de nous aider à résoudre ce problème et nous avons mis à profit les connaissances et les réflexions accumulées en ce domaine. Quand les techniques de perforation des tunnels se sont révélées satisfaisantes, nous avons pu les diffuser plus largement à l'extérieur.

Autre exemple de réussite que nous pouvons mettre à notre actif avec le concours de la station d'amélioration des plantes : quand les serres ont commencé à se généraliser, il est apparu que les variétés de tomates, de poivrons ou d'aubergine qui étaient utilisées n'étaient pas du tout adaptées à ces nouvelles conditions de culture. La station d'amélioration des plantes a cherché des variétés de serre, donnant de meilleurs résultats. Quand elles ont été mises au point (notamment les 63-4 et 63-5 pour les tomates), c'est le SEI qui a été chargé de réaliser des essais chez des agriculteurs et de les faire connaître plus largement dans la région.

De même, à chaque fois qu'il y a eu des nouveautés en matière de cultures de plein champ, nous sommes intervenus pour effectuer des expérimentations *in situ*. Un autre succès que nous avons obtenu a concerné les hybrides INRA d'asperge. Quand je suis arrivé en 1967 à Avignon, R. Brun m'avait demandé de m'en occuper. J'avais pris contact avec Mme Corriols qui travaillait alors à Versailles et nous avons monté ensemble une première expérimentation à Bonnieux, où nous avons "sorti" de nouveaux hybrides INRA d'asperge blanche, comme Diane ou Junon. Nous avons procédé, plus tard, à de nouvelles expérimentations dans les régions d'Aigues-Mortes et de Bagnols-sur-Cèze qui étaient de grosses zones de production d'asperge, ce qui a permis de sortir de nouveaux hybrides encore plus performants, comme Larac, Cito, Anéto ou Desto. Larac, qui se présente comme une variété très classique, a connu un grand succès auprès des agriculteurs et est devenue la variété d'asperge la plus cultivée aujourd'hui.

Il faut également citer les travaux de mon collègue P. Vergniaud sur l'amélioration et la mise au point de production et de protection des cultures de tomates d'industrie qui ont abouti à une meilleure maîtrise de la filière. Il a été aussi à l'origine, en collaboration avec la station de pathologie d'Avignon, du renouveau des cultures d'ail à partir de variétés régénérées par culture de méristèmes et de la mise en place des structures de production de semences d'ail sélectionné.

L'unité SEI d'Avignon a obtenu enfin des succès importants dans le domaine du greffage des plantes maraîchères (tomates sur tomates, aubergine sur tomates, melon sur courgette). L'intérêt de ces greffages était de permettre de lutter efficacement contre certains parasites du sol, à une époque où l'avancée des techniques n'avait pas encore permis de détecter des gènes de résistance. L'idée du greffage était venue de Messiaen qui était un chercheur original. Ce dernier avait entrepris, avec succès, de greff-

fer de l'aubergine sur tomate, parce que la tomate était résistante au verticillium alors que l'espèce aubergine ne l'était pas. Comme il y avait, dans la région, une grosse production d'aubergine dont la culture demeurait fort exposée, Gaston Ginoux, un de mes techniciens, a été chargé d'améliorer les techniques de greffage utilisées pour que celles-ci puissent être mises en œuvre plus facilement par les agriculteurs et de vérifier in situ leur validité au niveau de l'accroissement des rendements. Pour résoudre les problèmes qui se posaient pour les tomates, on a procédé à des greffages de tomate sur tomate. De même, pour lutter contre le développement des fusarioses du melon, nous avons repris des expériences anciennes de greffage de melon sur courgettes, cherchant toujours à perfectionner les méthodes.

Pendant longtemps, nous avons été considérés comme des farfelus, les expériences que nous réalisions ne débouchant pas rapidement (hormis toutefois dans le domaine des aubergines). Les premiers grands succès que nous avons obtenus ont concerné surtout le secteur des jardinerie. Leurs clients, qui étaient des petits maraîchers ou des amateurs, avaient des sols contaminés par le verticillium, ce qui les empêchait de récolter la moindre aubergine. En utilisant des plants greffés, ils ont pu observer en peu de temps la différence.

Il y a trois ans, sont survenues des modifications variétales sur la tomate et le melon. Mais les variétés nouvelles qui avaient été mises au point ne possédaient pas les résistances aux maladies du sol. Le greffage a connu du même coup un essor considérable. Grâce aux techniques que nous avons mises au point, il existe aujourd'hui des millions de plants greffés qui sont mis en vente sur le marché. Si nous n'avions pas procédé à toutes les expérimentations qui ont été faites, personne n'aurait pu répondre vraiment à la demande actuelle. Les pépiniéristes, au courant de ces techniques, se sont mis, en effet, rapidement à faire du greffage sur le melon, la tomate et l'aubergine, quand le besoin s'en est fait réellement sentir.

D.P. — Comment ces techniques, difficiles à mettre en œuvre, ont-elles pu être adoptées si vite par le monde agricole ?

P.D. — Il fallait modifier le mode de greffage ! Quand on effectue une greffe, il se pose un problème de ligature au point de greffe. Il faut mettre la greffe réalisée, à l'abri de la lumière et dans une atmosphère semi-confinée, pour que la reprise se fasse correctement. Les difficultés sur lesquelles nous avons longtemps buté ont été au niveau de la réalisation de cette ligature. C'est une agricultrice de Berre, qui était une de nos bonnes expérimentatrices, qui a eu une idée à laquelle nous n'avions jamais songé. Pour assurer la ligature, elle utilisait de petites bandes d'aluminium ménager qui éclataient sous la poussée des tissus. La découpe de ces bandes restait toutefois lente et délicate. Notre agricultrice a eu l'idée de placer des feuilles d'aluminium entre des feuilles de papier-journal pour rendre plus aisée la découpe au ciseau. Les techniques de greffage ont été améliorées plus tard. Au lieu de faire en tête comme autrefois, on a eu l'idée de glisser le greffon en biais au-dessus d'une feuille qui assurait en partie le soutien de la greffe. C'est un exemple de tous les petits tours de main, non brevetables, qui ont été mis au point pendant une quinzaine d'années et qui ont permis de progresser pas à pas.

D.P. — Le contact étroit que vous aviez avec les agriculteurs vous a permis ainsi de découvrir ou de récupérer un tas de petites astuces !

P.D. — Les agriculteurs chez lesquels nous nous rendions pour faire nos essais n'hésitaient pas à nous faire part de leurs observations. Quand nous récoltions des asperges, certains d'entre eux nous suivaient et nous faisaient remarquer que certaines variétés étaient cassantes, alors que d'autres étaient plus faciles à récolter. Comme ils étaient plus souvent que nous sur le terrain, ils voyaient des choses qui échappaient un peu à notre attention. Nous reportions évidemment dans nos cahiers d'expérimentation les remarques dont ils nous avaient fait part. Chaque expérimentation faisait l'objet, en effet, d'analyses statistiques et de comptes-rendus qui étaient envoyés en première lecture aux stations de recherche avec lesquelles nous étions en relation, avant d'être envoyés, pour diffusion plus large, aux instituts techniques ou aux organismes de développement agricole. L'information remontait ainsi aux unités de recherche automatiquement. Quand il advenait une anomalie ou un accident particulier, nous avions recours au téléphone ou au courrier pour que les responsables en soient avertis plus rapidement.

D.P. — Ces registres ou ces dossiers d'expérimentation dans lesquels vous reportiez les résultats de vos mesures et de vos observations ont-ils été conservés par votre unité ?

P.D. — Non. Quand la station a disparu, ses archives ont été dispersées ou détruites. J'ai gardé dans ma documentation personnelle, quelques vieux comptes-rendus d'expérimentation, mais beaucoup d'entre eux ont disparu, ce que je trouve très regrettable. Dans la recherche, l'acquisition des connaissances ne se fait jamais de façon rectiligne et certains retours en arrière sur des aspects plus ou moins maîtrisés peuvent faire germer de nouvelles idées et être à l'origine de nouvelles avancées.

D.P. — A côté des succès importants dont vous avez fait état, y en a-t-il eu, à l'inverse, des expérimentations dont les résultats se sont révélés plus décevants ?

P.D. — Oh oui, il y en a eu. Les travaux de désinfection des sols menés conjointement avec la station d'Antibes (Claude Scotto La Massese) se sont soldés notamment par des échecs. Parmi les essais que nous avons entrepris avec la station de Dijon, il y a eu tous ceux qui ont porté sur des champignons antagonistes contre des parasites du sol. Il y a eu aussi des essais qui ont capoté parce que les agriculteurs n'étaient pas preneurs, estimant que la technique nouvelle que nous leur apportions réclamait de leur part une trop grande quantité de travail ou était insuffisamment rentable.

D.P. — Y avait-il une restitution particulière des résultats des expérimentations aux agriculteurs qui avaient accepté de collaborer avec votre unité ?

P.D. — Les agriculteurs recevaient automatiquement les comptes-rendus des expérimentations qui avaient été faites sur leurs exploitations. Comme nous nous rendions souvent sur leurs terres, nous discussions souvent avec eux des avantages qu'ils pouvaient eux-mêmes en retirer. Ils nous ont mis souvent à l'abri de flops retentissants en attirant notre attention sur les inconvénients de techniques que nous avons mises au point. Inversement, nous avons toujours tenu à minimiser les risques auxquels ils étaient exposés. Quand une station réclamait notre concours, nous allions d'abord nous assurer que les expérimentations qu'elle avait en vue étaient sans risques majeurs pour les agriculteurs avec lesquels nous allions collaborer. En cas de doute, nous refusions d'intervenir, attendant que les stations aient progressé davantage dans leurs travaux. Nous ne pouvions faire encourir à des agriculteurs le risque de voir se diffuser une maladie ou d'employer un produit toxique. Le problème se pose de nos jours pour les organismes génétiquement modifiés (OGM). J'aurais renoncé, pour ma part, à procéder à de telles expérimentations, si je n'avais pas été certain que l'amélioration apportée n'entraîne pas une dégradation à terme du milieu naturel. Avant d'employer les techniques de prémunition qui avaient été mises au point, J. Marrou et moi avons tenu à vérifier qu'il n'y avait pas de risques de transmission aux plantes environnantes du virus atténué que nous inoculions, ni risques de mutation de sa part. Le respect des règles éthiques que nous nous étions données explique sans doute pourquoi nous n'avons jamais eu d'accidents graves à déplorer.

D.P. — Estimez-vous qu'une des originalités de l'unité du SEI par rapport aux autres stations résidait pour beaucoup dans ses modalités d'appréciation et de gestion du risque ?

P.D. — Oui, je le pense. Le scientifique est conduit, pour progresser dans ses recherches, à se spécialiser. Mais, portant son regard sur le seul point qui l'intéresse, il peut perdre la vue globale des choses, ce qui peut l'amener, si personne ne lui crie casse-cou, à commettre des erreurs graves.

D.P. — Dans les autres unités de recherches, les chercheurs sont jugés sur le nombre et la qualité de leurs publications. Était-ce le même critère qui était utilisé pour juger de l'activité des membres du SEI ?

P.D. — A l'époque, ils n'étaient pas jugés seulement par le nombre des publications dans des revues hautement scientifiques. Personnellement, je n'en ai jamais faites. Par contre, j'avais un dossier important de publications dans des revues destinées au monde rural ("Fruits et légumes", "Pépinieristes et agriculteurs maraîchers", etc.). Nous étions jugés, en fait, sur le travail que nous effectuions. Il faut dire toutefois qu'il n'y avait pas la même pression d'évaluation qu'aujourd'hui.

D.P. — **Dans les années 1980, le SEI s'est scindé en deux nouvelles entités, le département des systèmes agraires et du développement (SAD) et le service de recherche intégrée sur la production végétale et la protection des plantes (SRIV). Cette division correspondait-elle à une différence de conception ou de philosophie ?**

P.D. — La scission a eu lieu après la mort de J. Rebeschung. Bertrand Vissac a eu l'idée, à cette époque, de créer un département nouveau, le SAD. Cette idée nous avait beaucoup plu, car elle associait au volet technique, un volet économique qui nous apparaissait de plus en plus utile à prendre en compte, dans notre région qui était en pleine évolution. Cette préoccupation avait motivé, à l'époque, la venue de Pierre Jullian à Avignon. Mais J. Marrou qui était pathologiste de formation, souhaitait disposer d'un service d'expérimentation sur les techniques de recherche intégrée, orienté surtout sur les aspects de protection des plantes. Nous trouvions que cet objectif technique était trop limité par rapport à ce que nous avions envisagé et nous ne comprenions pas pourquoi le domaine d'Alénia se trouvait rattaché au SAD, alors que nous, qui faisons le même travail que lui, devons être rattachés au SRIV. Il y a eu deux ans de bagarres assez violentes à ce sujet. Nous avons freiné des quatre fers pour ne pas aller au SRIV, mais nous avons bien été obligés finalement d'y passer.

D.P. — **Est-ce que votre rattachement non souhaité au SRIV a changé beaucoup la nature de votre travail ?**

P.D. — Cela n'a rien changé à mon activité personnelle. Mais je n'ai pas eu de successeur, en 1995, après mon départ à la retraite. Deux ans après, la section d'Avignon a été dissoute et son personnel ventilé entre les autres stations : deux agents sont partis au domaine de Gotheron, à Saint-Marcel-lès-Valence, un a été affecté en arboriculture fruitière, un autre en agronomie et un troisième en pathologie. L'INRA s'est, à mon avis, replié depuis sur lui-même et les producteurs de la région déplorent aujourd'hui son manque d'ouverture sur le monde agricole, dans le domaine qui a été le mien.

D.P. — **La présence d'Instituts techniques et d'organismes de développement n'explique-t-elle pas aujourd'hui le recentrage des activités de la recherche qui s'est opéré ?**

P.D. — Nous avons toujours travaillé étroitement avec les organismes de développement, mais les relations que nous avons avec le CTIFL se sont relâchées, à partir de 1984, quand Mme Françoise Rastoin est venue à la tête du CTIFL, avec l'idée d'en faire un peu un INRA-bis. Les antagonismes au sommet ne nous ont pas empêchés toutefois de continuer à avoir des rapports avec ses agents que nous connaissons bien. Après le départ de Mme Rastoin, les choses ont heureusement progressivement évolué. Les rapports ont été plus aisés avec les Chambres d'Agriculture qui avaient beaucoup d'agents sur le terrain. Nous avons aidé ceux-ci à mettre en place des expérimentations et avons participé à leurs travaux quand ils se proposaient d'entreprendre de nouveaux programmes d'action. Du côté de l'INRA, il y a eu le désir de renforcer les aspects scientifiques, mais aussi des efforts pour activer le développement. Mais il me semble que si l'INRA avait maintenu un service plus ouvert sur l'extérieur, cela lui aurait permis de moins se couper du monde agricole. C'est le sentiment que j'ai en continuant à discuter avec les producteurs agricoles.

D.P. — **La prise en compte d'autres préoccupations (défense de l'environnement, souci plus grand de la santé publique) est-elle de nature, à votre avis, à remettre en cause l'image de marque de l'INRA et son identité ?**

P.D. — La défense de l'environnement implique nécessairement des actions avec les agriculteurs. Si l'INRA veut arriver à bien maîtriser l'environnement qui dépend de plusieurs facteurs à la fois, il doit procéder lui-même à des expérimentations. Ce n'est pas le rôle de l'INRA de faire du développement, mais il doit s'ancrer sur le terrain pour vérifier la validité des méthodes nouvelles qu'il propose d'appliquer, avec toutes les précautions d'usage.

Le SAD maintient encore des liens avec le monde rural, mais surtout dans des zones en perte de vitesse. Ce n'est pas le cas toutefois de la région avignonnaise qui est en plein développement et connaît des problèmes particuliers. Il existe pourtant dans cette zone des agriculteurs qui abandonnent leurs exploitations et des terres, sans repreneurs, qui retournent à la garrigue. Les milieux maraîchers et arboricoles viennent, en effet, de passer trois années difficiles avec l'europanisation des échanges.

D.P. — **Vous êtes-vous intéressé toujours aux cultures maraîchères durant votre carrière ?**

P.D. — Oui, à tout ce qui avait trait en ce domaine aux expérimentations et au développement. Je continue à donner des cours, à la Chambre de commerce d'Avignon et de Perpignan, à des vendeurs en fruits et légumes pour leur faire connaître les produits. Je n'interviens toutefois que sur les aspects qui concernent les légumes, n'ayant jamais travaillé sur les espèces fruitières (hormis un petit peu sur les agrumes au Maroc) et j'enseigne les particularités des plantes et des diverses variétés. J'expose les principales techniques de culture. Je parle des accidents qui peuvent survenir après la récolte et des problèmes de conservation et de mise en marché.

D.P. — **Les problèmes de cultures maraîchères se posent-ils dans les mêmes termes dans le Roussillon et dans le Comtat venaisin ? Y a-t-il des choses que vous avez pu faire dans la région avignonnaise que vous n'auriez pas pu faire dans la région de Perpignan ?**

P.D. — Non. Ce que j'ai fait en milieu marocain, je l'ai effectué dans la région d'Avignon, sans problèmes. Les techniques d'expérimentation sont valables dans tous les pays du monde ! Mais certains d'entre eux sont plus ouverts et perméables que d'autres, acceptant plus facilement de jouer le jeu. Les expérimentations qui ont lieu chez les agriculteurs ne sont fiables que si elles sont faites selon un protocole rigoureux, contrôlé par un expérimentateur. Mais celles qui sont faites sans répétition, sans mensurations ou pesées par certains agriculteurs, soucieux de comparer deux variétés entre elles, n'ont aucune valeur statistique.

D.P. — **Étiez-vous constamment en déplacement pour installer vos dispositifs expérimentaux ?**

P.D. — Oui, très souvent. Quand je faisais des expérimentations sur les asperges, j'allais les voir régulièrement, deux fois par semaine, pendant la saison des récoltes. Je partais le matin sur le terrain, pour procéder aux récoltes et l'après-midi, je rentrais au bureau pour mettre au clair mes observations et effectuer les calculs nécessaires. Le lendemain, je repartais à nouveau sur le terrain voir d'autres essais. Nous nous étions répartis les tâches à faire, au sein du labo. Je mettais au point les essais à réaliser et m'entendais avec les techniciens sur les observations qu'ils auraient à faire.

D.P. — **Comment était mis en place votre programme d'expérimentation. Étiez-vous obligé de rendre compte à J. Rebuschung de toutes les difficultés qui surgissaient ou disposiez-vous pour les installer d'une grande marge de manœuvre ?**

P.D. — Nous avons une grande autonomie au niveau régional, dans le cadre de la politique d'ensemble qui était définie par J. Rebuschung, au cours de réunions de travail organisées deux fois par an. Nos effectifs étant limités, nous étions amenés souvent à opérer un tri parmi toutes les demandes de collaboration qui nous étaient faites par les autres unités de recherche.

D.P. — **Est-ce à cause des refus qu'il était conduit à opposer que le SEI s'est trouvé si souvent attaqué ?**

P.D. — J'ai l'impression que J. Rebuschung qui était en avance sur son époque n'a pas pu structurer son service comme il l'aurait souhaité. Celui-ci comportait peu de scientifiques et n'a pas bénéficié du soutien qu'il aurait pu en attendre. Ceux-ci auraient dû pourtant s'apercevoir de l'aide puissante que le SEI aurait pu leur fournir pour valider leurs résultats sur le terrain, avant diffusion auprès des agriculteurs. Il existe des organismes de développement ou des instituts techniques qui effectuent aujourd'hui cette validation indispensable, mais tous ne collaborent pas également avec l'INRA.

D.P. — **Votre unité du SEI qui a beaucoup travaillé sur les abris en plastique a-t-elle bénéficié de contrats importants conclus avec des fabricants ?**

P.D. — Non, pas vraiment ! Si nous avons eu beaucoup de rapports avec l'industrie des plastiques et des serres, grâce à l'action d'une Commission technique (7) qui se réunissait tous les ans et qui faisait le point sur les nouveautés et sur les expérimentations à mettre en place, leur contribution s'est limitée le plus souvent à la fourniture gratuite de certains matériaux.

D.P. — **La culture maraîchère sous serres ou sous films plastiques est-elle appelée à s'étendre encore dans toute la région ?**

P.D. — Elle tend à être le mode de culture qui prédomine, car elle protège les récoltes contre les aléas climatiques (orages, pluies, etc.). En ce qui concerne les tomates, on assiste à la régression des cultures de plein champ, à mesure qu'on maîtrise mieux les techniques de ventilation et d'aération des serres en été. On assiste à la même évolution pour les fraises : l'accroissement de production obtenue d'une année sur l'autre est obtenu grâce à la mise en service de nouvelles serres. En plus du surcroît de sécurité, celles-ci apportent des facilités de travail au moment des récoltes (propreté du produit), quel que soit le temps. Même chose pour les salades. Avec les gels qui ont eu lieu fin décembre, cette année, les agriculteurs vont être tentés de développer la culture sous abris. Il n'y aura pas toutefois disparition complète de la culture de plein air, car certains légumes, comme l'artichaut ou le chou-fleur, sont trop encombrants ou de rentabilité insuffisante pour pouvoir être cultivés sous abri (8).

D.P. — **En dehors de J. Rebuschung dont vous avez déjà parlé, y a-t-il eu à l'INRA d'autres personnes qui vous ont aussi beaucoup apporté ?**

P.D. — Il y a eu Messiaen, qui m'a toujours impressionné par son ouverture d'esprit. C'était à la fois un scientifique et un artiste. Il avait un sens aigu de l'observation et fourmillait d'idées (sur le greffage, par exemple) qu'il essayait de mettre en pratique. Mais il faudrait que je cite également P. Pécaut, H. Bannerot et Mme Corriols avec qui je me suis toujours très bien entendu.

D.P. — **De par votre travail, vous avez fait la découverte d'un grand nombre de tours de main. Avec l'éclatement du SEI, ne risque-t-on pas d'assister à une perte de tous ces savoir-faire ?**

P.D. — Je pense que beaucoup d'entre eux ont été récupérés par les instituts techniques et les organismes qui s'occupent aujourd'hui de développement et qui ont pris le relais. Mais il reste encore à l'INRA des techniciens qui en ont conservé la mémoire. C'est le cas notamment de Ginoux, qui a mis au point les techniques de greffage et qui travaille encore à la station de pathologie d'Avignon.

D.P. — **Comment s'est passée la fin de votre carrière à l'INRA ?**

P.D. — J'ai été intégré à l'INRA, en 2A, en 1984 et j'ai fini ma carrière en 1A, c'est-à-dire comme ingénieur de recherche de première classe, dernier échelon avant la classe exceptionnelle. Après de longues années passées au Maroc, je m'en suis plutôt "bien sorti" ! Mais le resserrement actuel des perspectives d'avancement et de promotion, en attirant de moins en moins d'agents compétents vers l'INRA, risque à terme de compromettre gravement son développement.

D.P. — Continuez-vous, à la retraite, à avoir encore des activités dans le domaine des cultures maraîchères ?

P.D. — Je continue à faire des cours, ce qui m'oblige à rester dans la course. A cet effet, je suis encore ce qui se fait dans les stations expérimentales, garde des contacts dans les labos de l'INRA, continue à faire de la documentation.

Si on a progressé dans bien des domaines, on a régressé, à mon avis, en ce qui concerne la qualité des produits. Les tomates qui sont produites ont tendance aujourd'hui à être trop fermes et insipides (la saveur, qu'on sait mal analyser, est un rapport entre la texture de la chair, l'acide et le sucre contenus dans le fruit). Les recherches actuelles, qui sont faites aux Pays-Bas ainsi qu'à l'INRA, visent toutefois à rehausser la qualité gustative des produits. Mais les délais qui séparent le moment où on lance un programme d'amélioration et celui où l'on obtient des résultats sont longs.

D.P. — Quelles sont les plantes légumières qu'il est plus facile d'améliorer pour un jeune chercheur ?

P.D. — Faut-il encore que la France ait maintenu des programmes de recherche sur ces plantes ! Pour des plantes comme la carotte, l'asperge ou l'artichaut, il n'y a plus de programmes de recherche en cours ! On avait fait déjà sur ces espèces pas mal de travaux, mais les équipes qui s'en occupaient étaient trop petites (les restrictions en personnel imposent des choix). Quand un chercheur ou un ingénieur part en retraite, il n'est pas toujours remplacé. S'il est seul dans un labo avec un ou deux techniciens, le labo disparaît à la longue. C'est ce qui est arrivé ici pour la carotte (Albert Bonnet) ou l'asperge (Mme Corriols qui avait pris la suite de H. Bannerot a cédé, en quittant l'INRA, son matériel végétal à Darbonne et Vilmorin). C'est ce qui arrive aujourd'hui pour l'artichaut ! Après avoir cédé la direction de la station d'amélioration à Robert Dumas de Vault, puis Michel Pitrat, P. Pécaut a repris les travaux de Claude Foury (9) sur cette espèce et mis au point des nouveautés. Son technicien poursuit ses travaux jusqu'à ce qu'il parte, à son tour, à la retraite. Mais après, on n'en parlera plus !

D.P. — La crise de la vache folle laisse à penser qu'il y a eu des erreurs d'anticipations dans les programmes de recherche sur les productions animales. De telles erreurs se sont-elles produites à votre avis dans le secteur des productions légumières ?

P.D. — En l'absence d'une surveillance et d'une observation suffisantes pour détecter les anomalies et y remédier à temps, les programmes de recherche en culture légumière courent le risque d'être pris en défaut. La déréglementation au niveau de la production, l'intensification des techniques utilisées pourraient, en effet, si elles se poursuivaient, conduire à des errements semblables à ceux que l'on déplore en production animale.

D.P. — Quel bilan tirez-vous finalement de votre carrière ? Auriez-vous une recommandation ou un conseil à donner à un jeune ingénieur qui entrerait aujourd'hui à l'INRA ?

P.D. — J'estime que ma carrière a été assez satisfaisante. Elle aurait pu être plus brillante, mais elle m'a apporté son lot de déceptions et de satisfactions.

Pour un jeune ingénieur intégrant l'INRA, je lui conseillerai, tout en se spécialisant, d'acquiescer un solide bon sens et de développer ses facultés d'observation et de synthèse. En agronomie, il est rare qu'un seul facteur agisse : les interactions constituent le cas général. Qu'il n'oublie pas que nombre d'avancées scientifiques sont liées à l'observation et que l'explication des phénomènes se trouve dans des modifications qui ont pu, à leur époque, apparaître déviantes.

Notes

- (1) C'était le cas de Robert Brun, de Pierre Vergniaud et de moi.
- (2) Il a existé un temps une section "*arboriculture fruitière*", mais celle-ci a assez vite disparu. Henri Clanet, l'ingénieur, qui y travaillait, est parti à cette époque à la station d'arboriculture de Montpellier.
- (3) Institut National de Vulgarisation pour les Fruits, Légumes et Champignons.
- (4) Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes.
- (5) La prémunition est l'inoculation à une plante d'un virus atténué pour éviter qu'elle ne succombe aux effets d'un virus plus agressif.
- (6) Pendant un temps, les essais ont été réalisés à la fois à Alénia et à Avignon, mais comme Alénia possédait, en plus grand nombre, des serres permettant de faire des sélections, les expérimentations sur les laitues ont toutes été transférées dans les Pyrénées-Orientales.
- (7) À laquelle participaient l'INRA, le Cemagref et le Comité des plastiques.
- (8) S'ils se lançaient dans la production d'artichaut très précoce, cultivé sous abri, les agriculteurs de la vallée du Rhône risqueraient de se heurter à la concurrence des produits plus précoces, venus d'Espagne ou d'Italie. Aussi beaucoup d'entre eux sont-ils tentés plutôt de retarder aujourd'hui l'arrivée de leurs produits sur le marché, dans la mesure où les agriculteurs de ces régions du Sud ont développé déjà beaucoup les cultures sous abri. Il y a en Espagne et en Italie, près de 60 000 ha de cultures abritées, contre seulement 6 000, en France, mais avec des niveaux de rendement infiniment supérieurs (Pour la tomate, les rendements en Italie et en Espagne sont, en effet, de 150 à 180 tonnes à l'hectare, alors qu'en France ou aux Pays-Bas, ils atteignent 400 ou 500 tonnes à l'hectare, du fait d'une meilleure maîtrise des techniques, d'une clémence plus grande des climats et d'une abondance et d'une qualité supérieure de l'eau).
- (9) Nommé professeur à l'École d'Horticulture de Versailles.

Curriculum vitae sommaire

- 1/9/1950 : recruté comme fonctionnaire au service de l'Agriculture du Protectorat français au Maroc.
- du 1/9/1950 au 30/5/1951 : contremaître.
- du 1/6/1951 au 19/12/1952 : chef de pratique agricole.
- du 20/12/1952 au 31/12/1962 : ingénieur des travaux agricoles, occupe les fonctions d'inspecteur de l'horticulture à Casablanca, responsable de l'expérimentation et du développement des cultures maraîchères de la région Chaouia-Doukkala.
- 1/1/63 : intégré au Ministère français de l'Agriculture en détachement auprès du gouvernement chérifien. Nommé chef du Centre régional de la recherche agronomique du Maroc, à Casablanca.
- du 1/1/1963 au 30/9/1967 : responsable du service de la protection des végétaux à Casablanca, en charge des stations expérimentales de Dar-Bouazza (légumes de primeur) et de Boulaouane (cultures en périmètre irrigué).
- du 1/10/ 1967 au 31/12/ 1983 : réintégré en France au Ministère de l'Agriculture et placé en détachement auprès de l'INRA, dans le cadre ITA :
 - au 1/10/1967 : 1B.
 - au 1/1/1968 : 3A.
- ingénieur à la station régionale du service d'expérimentation et d'information (SEI), celle-ci devenant en 1982 unité régionale du service de recherches intégrées (SRIV).
- au 1/4/1984 : nomination au grade d'IR2.
- au 1/1/1985 : nomination au grade d'IR1.
- 18/3/1990 : mise à la retraite.